

Avis de recherche

Deux articles du présent numéro de Responsabilité et Environnement nous incitent à aborder la question suivante : jusqu'où la recherche peut-elle orienter les décisions pour la prise en charge des responsabilités environnementales ?

En conclusion de son analyse sur les enjeux de l'allocation initiale des quotas d'émission de CO₂ aux entreprises, Olivier Godard nous rappelle que « si l'analyse économique ne dit pas toujours ce qu'il convient de faire, il y a néanmoins des situations où elle peut désigner des erreurs à ne pas commettre ». Autrement dit – et son texte en donne de bons exemples même si l'on n'est pas obligé de le suivre sur tous les points - certains aspects des problèmes de gestion environnementale exigent des outils d'analyse approfondie que seules peuvent apporter des disciplines comme l'économie, l'écologie, etc. Sans ces éclairages, le diagnostic de la situation, même s'il paraît riche et diversifié, même s'il offre la séduction d'une vue d'ensemble, reste en réalité superficiel ; les propositions d'action s'appuient plus sur des impressions globales que sur une analyse serrée des points qui seront en réalité déterminants pour la réussite ou l'échec des dispositifs proposés.

Mais le risque inverse, celui de vouloir étayer (ou justifier) toute une politique sur une analyse du problème certes rigoureuse et bien instrumentée, mais trop étroitement définie, existe aussi – bien plus, on y cède souvent. Cette fois, c'est l'article de Xavier Poux et Guillaume Olive sur les modifications de l'agriculture face au changement climatique qui en fournit des exemples éloquentes. Il nous montre que les recherches sur ce sujet tendent à poser le problème à l'échelle de la parcelle de culture ou de l'atelier d'élevage. Dès lors les issues ne sont que d'ordre technique et consistent à améliorer les flux de gaz à effet de serre au regard de la production : un élevage plus technique et plus intensif pour moins de carbone par kilo de

viande, une agriculture plus technique et sans doute plus intensive pour stocker du CO₂ en produisant des biocarburants et des aliments pour un élevage toujours plus industrialisé. Mais si l'on replace ces orientations dans un cadre d'analyse plus large, on voit qu'elles peuvent entraîner sur d'autres plans que la technique de production agricole stricto sensu, ou à d'autres échelles que la parcelle ou l'exploitation agricole, des effets importants néfastes du point de vue de l'effet de serre et de l'environnement : des techniques plus énergivores, une demande accrue de transports, une vulnérabilité aggravée aux aléas climatiques, entre autres par un appauvrissement de certains écosystèmes et de la biodiversité, etc... Ainsi, des recherches conduites pour répondre de façon précise, argumentée, à un aspect important d'une problématique de développement durable, recherches même excellentes, massives et dominantes, ne peuvent prétendre par elles-mêmes déterminer le meilleur traitement d'ensemble de cette problématique. La question de l'agriculture et de l'effet de serre ne peut se réduire à un problème d'agronomie, ni celle de la limitation des émissions industrielles à un problème d'économie. De tels approfondissements scientifiques et techniques sont nécessaires, mais insuffisants. Il leur manque un complément nécessaire : les replacer – comme nous le rappellent les deux auteurs – dans une analyse d'ensemble du problème et des enjeux de son traitement aux échelles où ils se posent et pas seulement à celles des points clés les mieux travaillés sur le plan scientifique et technique. Ou alors, c'est que l'on cache derrière des travaux excellents mais trop étroitement cadrés des choix de politique discutables... que l'on ne souhaite pas mettre en débat.

Pour mener plus loin cette discussion : appel aux auteurs potentiels !

Laurent Mermet